



## MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

### MARCHE D'ACHAT DE PRESTATIONS DE SERVICES SYLVICOLES

#### Travaux manuels

### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

#### (CCATP)

(Passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique)

**ACCORD-CADRE A EXECUTION MIXTE n° 2025-8400-009**

#### Objet de la consultation

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations de services sylvicoles (travaux manuels : dégagements de plantations – dégagements de régénérations naturelles – plantations et mise en place de protections) pour l'Unité de production Franche-Comté Sud (départements 39 et 25 en partie) de l'Agence Etudes et Travaux Bourgogne Franche-Comté.

#### Pouvoir adjudicateur

Office National des Forêts  
Direction territoriale Bourgogne Franche Comté  
Agence Etudes et travaux Bourgogne Franche Comté  
Unité de Production Franche-Comté Sud  
14 rue Plançon – CS 51581 –  
25010 BESANCON cedex 3.

#### Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire de l'accord-cadre est Monsieur MOREL Pierre-Jean, Directeur Territorial de l'Office National des Forêts.

## 1. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

### 1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Direction Territoriale Bourgogne-Franche Comté, Agence Etudes et Travaux Bourgogne-Franche Comté, Unité de Production Franche-Comté Sud, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 033 01 dont le siège est 14 rue Plançon – CS 51581 – 25010 BESANCON cedex 3.

### 1.2. Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire de l'accord-cadre est Monsieur MOREL Pierre-Jean, Directeur Territorial de l'Office National des Forêts.

### 1.3. Personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre

La personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre est :

M. François BUFFAT  
Responsable d'Unité de Production Franche Comté Sud  
14, rue Gabriel PLANÇON - CS 51581 - 25010 BESANCON CEDEX  
Tél : 06 34 52 72– Email : [francois.buffat@onf.fr](mailto:francois.buffat@onf.fr)

### 1.4. Personne habilitée à donner des renseignements d'ordre technique

Les personnes habilitées à donner des renseignements d'ordre technique sont :

M. François BUFFAT  
Responsable d'Unité de Production Franche Comté Sud  
14, rue Gabriel PLANÇON - CS 51581 - 25010 BESANCON CEDEX  
Tél : 06 34 52 72– Email : [francois.buffat@onf.fr](mailto:francois.buffat@onf.fr)

ou

M. Emilien TOURNoux  
Adjoint au Responsable d'Unité de Production Franche Comté Sud  
14, rue Gabriel PLANÇON - CS 51581 - 25010 BESANCON CEDEX  
Tél : 06.23.97.71.66 Email : [emilien.tournoux-02@onf.fr](mailto:emilien.tournoux-02@onf.fr)

### 1.5. Comptable assignataire des paiements et personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

Le comptable assignataire des paiements et personne habilitée à donner les renseignements est :

M. Laurent DECUP  
Agent Comptable Secondaire  
Agence Comptable Secondaire - DT BOURGOGNE  
14 rue Plançon – 25000 Besançon  
Téléphone : 06.68.03.16.37 – Email : [laurent.decup@onf.fr](mailto:laurent.decup@onf.fr)

## 2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations de services sylvicoles (travaux manuels : dégagements de plantations – dégagements de régénérations naturelles – plantations et mise en place de protections) pour l'Unité de production Franche-Comté Sud (départements 39 et 25 en partie) de l'Agence Etudes et Travaux Bourgogne Franche-Comté.

L'exécution de ce marché est régie par les Clauses Générales d'Achats des prestations de services forestiers dans sa version 9200-17-DCC-SAM-001– version F – mai 2022. – Document joint au dossier

de consultation. Par extension, ces mêmes clauses s'appliquent également aux prestations réalisées en forêt communale.

Les prestations effectuées dans le cadre de ce marché doivent être réalisées conformément aux dispositions du Cahier National des Prescriptions des Travaux et Services Forestiers (CNPTSF). Ce document de référence rassemble l'ensemble des prescriptions s'appliquant aux travaux et services forestiers (hors exploitation des bois). - Document joint au dossier de consultation. Par extension, ce cahier s'applique également aux prestations réalisées en forêt communale.

Les prestations sont réalisées conformément aux stipulations du présent CCATP et du dossier de consultation.

Chaque titulaire doit être en mesure de satisfaire les besoins de l'ONF pour l'ensemble des prestations prévues dans chacun des lots du présent accord-cadre qui lui sont notifiés.

### 3. CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

#### 3.1. Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord cadre à exécution mixte s'exécutant par bons de commandes et par marchés subséquents en application des articles L.2162-1 et R.2162-1 à R.2162-14 du code de la commande publique.

#### 3.2. Décomposition en lots

La consultation est constituée de 4 lots, chacun donnant lieu à un marché (voir document : plan de localisation lots), décrits ci-dessous :

- 3 lots exécutés à exécution mixte : lots n°1 à 3
- Un (1) lot à marchés subséquents : lot n°4

Lots	Prestation(s) Principales	Montant annuel estimatif (k€)	Lieux d'exécution	Nombre d'attributaires maximaux	Responsables travaux
1	Dégagement de régénération naturelle Dégagement de plantation Plantations	110	Agence du Jura : UT DOLE et CHAUX Agence de Besançon : UT de Besançon	3	Monique GENOT, Florian BURRI
2	Dégagement de régénération naturelle Dégagement de plantation Plantations	70	Agence de Besançon : UT de Bouclans Roulans, Baume les Dames, Valdahon et de Maiche en partie	3	Florian BURRI, Anthony CUSENIER, Sylvain REUILLE
3	Dégagement de régénération naturelle Dégagement de plantation Plantations	210	Agence de Besançon : UT de Levier Agence du Jura : UT de Censeau, Champagnole et Poligny	4	Didier ROY, Valentin MOULLE, Eric GUILLEMAUT
4	Dégagement de régénération naturelle Dégagement de plantation Plantations	Exécution 100% marchés subséquents	Unité de production Franche-Comté Sud	Soumissionnaires des lots 1 à 3	Monique GENOT, Florian BURRI

Pour chaque lot (excepté lot 4), le montant maximal annuel est 2 fois le montant estimatif de commande annuelle.

Le lot 4, à marchés subséquents, sera utilisé uniquement lorsque les attributaires des lots à exécution mixte (lots n° 1 à 3) ne sont pas disponibles. Il permet alors une remise en compétition des ETF soumissionnaires de l'accord-cadre, pour l'attribution potentielle de la commande.

Les soumissionnaires des lots 1 à 3 sont informés qu'ils sont automatiquement co-attributaires du lot 4, hors offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables qui seront rejetées.

Sont éliminés conformément aux articles L.2141-1 à L.2141-14 et R.2144-7 du code de la commande publique, les soumissionnaires dont la candidature n'est pas recevable et/ou qui ne présentent pas de garanties techniques et financières suffisantes.

Il n'y a pas d'engagement du pouvoir adjudicateur sur la réalisation de montants de commandes, qu'ils soient minimums ou maximums. Les montants sont donnés à titre purement indicatif afin que chaque candidat puisse vérifier ses capacités techniques et humaines à exécuter les prestations demandées. Les commandes en marché subséquent n'entrent pas dans les montants estimatifs de commandes.

**Délai moyen de fin d'exécution à partir de l'émission du BC : 1 mois, période du BC à respecter ;** des BC ponctuels peuvent s'insérer dans le planning.

Les coordonnées des responsables des unités de production et des conducteurs de travaux sont listées ci-dessous :

NOM Prénom	Adresse mail	UT concernées	Téléphone port.
GENOT Monique	<a href="mailto:monique.genot@onf.fr">monique.genot@onf.fr</a>	DOLE CHAUX	06.32.64.78.15
BURRI Florian	<a href="mailto:florian.burri@onf.fr">florian.burri@onf.fr</a>	BESANCON BOUCLANS-ROULANS	06.23.11.70.69
CUSENIER Anthony	<a href="mailto:anthony.cusenier@onf.fr">anthony.cusenier@onf.fr</a>	BAUME LES DAMES-MAICHE SANCEY-VALDAHON (en partie)	06.70.81.03.60
REUILLE Sylvain	<a href="mailto:sylvain.reuille@onf.fr">sylvain.reuille@onf.fr</a>	SANCEY-VALDAHON (en partie)	06.77.19.27.48
ROY Didier	<a href="mailto:didier.roy@onf.fr">didier.roy@onf.fr</a>	LEVIER	06.32.64.78.06
MOULLE Valentin	<a href="mailto:valentin.moulle@onf.fr">valentin.moulle@onf.fr</a>	CENSEAU CHAMPAGNOLE	06.23.37.18.75
GUILLEMAUT Eric	<a href="mailto:eric.guillemaut@onf.fr">eric.guillemaut@onf.fr</a>	POLIGNY	06.32.64.78.16

### **3.3. Modalités d'attribution de l'accord-cadre**

Les lots 1 et 2 sont attribués chacun à un maximum de 3 attributaires, tandis que le lot 3 est attribué à un maximum de 4 attributaires.

Les candidats peuvent présenter une offre pour un, plusieurs ou la totalité des lots de la consultation, mais ne pourront être attributaires que de 3 lots au maximum (soit 2 lots au maximum entre 1, 2 et 3 et le lot 4 à marchés subséquents).

Néanmoins, un soumissionnaire pourra être attributaire d'un nombre plus important de lots dans l'hypothèse où le nombre de candidats serait inférieur à celui attendu, et à la condition que son offre soit acceptable. Dans ce cas, le soumissionnaire sera contacté par le pouvoir adjudicateur avant l'attribution de l'accord-cadre afin de vérifier avec lui sa capacité à exécuter ces lots et recueillir son accord.

Un candidat qui présente une offre à un, plusieurs ou la totalité des lots devra obligatoirement indiquer un ordre de préférence et un montant maximum souhaité pour chaque lot soumissionné. Ces données sont à renseigner sur la fiche de renseignements du dossier de candidature.

L'attribution des lots se fera sur décision du pouvoir adjudicateur, après application des critères d'attribution et vérification de la capacité technique et humaine du candidat à réaliser un ou plusieurs lots et le montant associé. Un contact du soumissionnaire par le pouvoir adjudicateur avant l'attribution de l'accord-cadre sera possible afin de vérifier avec lui sa capacité à exécuter les lots et recueillir son accord.

### **3.4. Modalité d'exécution de l'accord-cadre**

#### **3.4.1. Lots n° 1 à 3**

Les lots 1 à 3 font l'objet d'une exécution mixte :

- Par bons de commande tant que les prestations à réaliser sont prévues au bordereau des prix unitaires.
- Par remise en concurrence du (des) titulaire(s)
  - o Lorsqu'en application de l'article 4.1 il y a nécessité de fixer de nouveaux prix ;
  - o Lorsque les prix du BPU ne permettent pas de traduire la complexité de la prestation à réaliser ;
  - o Lorsque les prestations sont à réaliser dans un contexte particulier (crise sanitaire, accident climatique...) avec des contraintes techniques ou sur les délais qui ne permettent pas au titulaire de réaliser ces prestations aux prix chiffrés au bordereau des prix unitaires.
  - o Lorsque les prestations demandées ne sont pas prévues au bordereau des prix unitaires.

Pour les prestations faisant l'objet d'une remise en concurrence, le(s) prix indiqué(s) au bordereau des prix unitaires ne s'applique(nt) pas et le titulaire chiffre librement la prestation demandée.

### 3.4.2. Lot n° 4

Le lot n°4 s'exécute uniquement par remise en concurrence. Il est mis en œuvre uniquement lorsque les ETF des lots à exécution mixte ne sont pas disponibles pour réaliser les prestations commandées.

Pour s'assurer de la meilleure réponse possible aux remises en compétition d'une part et de la disponibilité d'une ETF pour la réalisation des chantiers d'autre part, ce lot pourra être complété, tout au long de la durée de l'accord-cadre, par des ETF extérieures à l'accord-cadre.

### 3.5. Modalités d'attribution des bons de commandes

Pour l'ensemble des lots, la répartition des commandes se fera en pourcentage du montant des commandes pour les prestations principales.

Dans le cadre des montants indicatifs de chaque lot, les bons de commande - pour la partie exécutée sous forme de bons de commandes - seront adressés aux titulaires dans les proportions indicatives explicitement définies (tableau ci-après avec le % indicatif de répartition).

Nombre d'attributaires	Pourcentage du montant de commandes réservé au titulaire classé en 1 <sup>ère</sup> position	Pourcentage du montant de commandes réservé au titulaire classé en 2 <sup>ème</sup> position	Pourcentage du montant de commandes réservé au titulaire classé en 3 <sup>ème</sup> position	Pourcentage du montant de commandes réservé au titulaire classé en 4 <sup>ème</sup> position
Lots à 3 attributaires	45%	35%	20%	-
Lot à 4 attributaires	30%	25%	25%	20%

Néanmoins, dans l'hypothèse d'un nombre de candidats retenus insuffisant ne permettant pas de retenir le nombre de titulaires prévus, la clé de répartition sera la suivante (pour le lot à 4 attributaires, s'il n'y a que 3 attributaires, la répartition sera celle du tableau ci-dessus) :

Nombre de candidats retenus	Pourcentage du montant de commandes réservé au titulaire classé en 1 <sup>ère</sup> position	Pourcentage du montant de commandes réservé au titulaire classé en 2 <sup>ème</sup> position
2	60%	40%

Cette répartition est possible jusqu'à 1 attributaire en deçà du nombre initial souhaité par le pouvoir adjudicateur. En cas de dépassement de ce seuil de répartition, le pourcentage des commandes non attribuées sera réparti entre les attributaires soit par une modulation des pourcentages des commandes en fonction de leurs capacités, soit par une nouvelle procédure.

Les commandes en marché subséquent n'entrent pas dans les proportions indicatives de commandes.

### **3.6. Modalités d'attribution des marchés subséquents**

Le marché étant mixte : pour la partie exécutée sous forme de marchés subséquents, les attributaires du lot de l'accord-cadre seront remis en concurrence sur la base de l'accord-cadre dans les conditions qui seront précisées dans le règlement de consultation de chaque marché subséquent.

Le pouvoir adjudicateur attribuera chaque marché subséquent au candidat ayant formulé l'offre la moins-disante (si le seul critère d'attribution est le prix) ou la mieux-disante (si plusieurs critères existent pour l'attribution). Les critères d'attribution seront indiqués au sein du marché subséquent.

### **3.7. Sous-traitance**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations sous réserve de l'acceptation expresse du ou des sous-traitants et l'agrément de ses (leurs) conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Lors de la présentation de chaque sous-traitant, doivent être joints à l'appui du document de déclaration du sous-traitant (formulaire DC4 : annexe à l'acte d'engagement relative à la présentation d'un sous-traitant ou acte spécial) :

- Les déclarations et certificats prévus aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique,
- Le cas échéant, l'exemplaire unique du marché remis au titulaire en vue d'un éventuel nantissement ou d'une cession de créance, ou une attestation du bénéficiaire de la cession selon laquelle cette cession ne fait pas obstacle à l'agrément du sous-traitant.

La déclaration et l'acceptation du sous-traitant se fera dans les conditions décrites aux articles R.2193-1 à R.2193-16 du code de la commande publique.

### **3.8. Prestations similaires**

En cas d'éventuels achats similaires le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux modifications des marchés (art R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique), aux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (art R.2122-7 du code de la commande publique).

## **4. PRESTATIONS NON PREVUES**

Dans le cas où des prestations autres que celles prévues dans le bordereau des prix unitaires s'avèraient nécessaires :

### **4.1. Création de nouveaux prix**

Les nouveaux prix seront créés par assimilation à ceux existants et aux mêmes conditions que celles de l'offre de base.

Dans le cas où ces prestations ne pourraient faire l'objet d'une telle assimilation, le titulaire (ou les titulaires) devra proposer, avec justifications détaillées et devis à l'appui, son (ses) nouveaux prix au pouvoir adjudicateur. Après contrôle, les parties arrêteront définitivement les nouveaux prix aux mêmes conditions que celles de l'offre de base. Les nouveaux prix pourront servir de base à la facturation d'autres prestations futures similaires.

Les nouveaux prix seront établis à valeur du mois d'établissement des prix de l'accord-cadre, et subiront les mêmes variations que les prix initiaux.

Le bordereau des prix unitaires sera éventuellement modifié en conséquence.

### **4.2. Limitations**

Ces nouveaux prix ne pourront être créés que de manière exceptionnelle.

Ces prestations non prévues sont des modifications prévues dans le document contractuel initial. Il n'y aura pas d'avenant ou de modification du marché pour l'application de cette clause contractuelle.

## 5. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES

### 5.1. Pour tous les chantiers :

Les quantités auxquelles s'appliquent les prix unitaires consentis sont précisées sur chaque bon de commande. Tous ces chantiers sont à chiffrer en ha.

Si pour une raison quelconque (zones humides, chablis...) une zone ne pouvait être réalisée, l'entreprise doit en aviser le responsable ONF afin de modifier les quantités en conséquence.

Les transferts sont assurés par l'entreprise sans avoir recours aux personnels de l'ONF.

Le titulaire a une obligation de résultat et pas de moyen. Il a le choix de ses outils. Les matériels nécessaires à la réalisation de ces travaux seront de préférence : débroussailleuses, tronçonneuse de sylviculture, perches mécaniques, sécateur, croissants.

Un bac de rétention doit être dans le véhicule du chauffeur de l'entreprise. En cas de fuite ou problème mécanique, ce bac doit immédiatement être utilisé afin d'éviter toute pollution.

Le prescripteur se laisse la possibilité de demander au titulaire, sur tous les chantiers de dégagement, d'apporter un soin cultural (élagage, taille de formation) sur 20 à 25 tiges par hectare en plus de l'opération de dégagement proprement dite, cette prestation doit être incluse par le candidat dans son offre tarifaire au sein du BPU. Par ailleurs, Certains plants sont protégés individuellement : lors du dégagement, l'entreprise devra effectuer un entretien des protections (repositionnement des protections déstabilisées ou couchées), dans le cadre des « conditions de base » prévues.

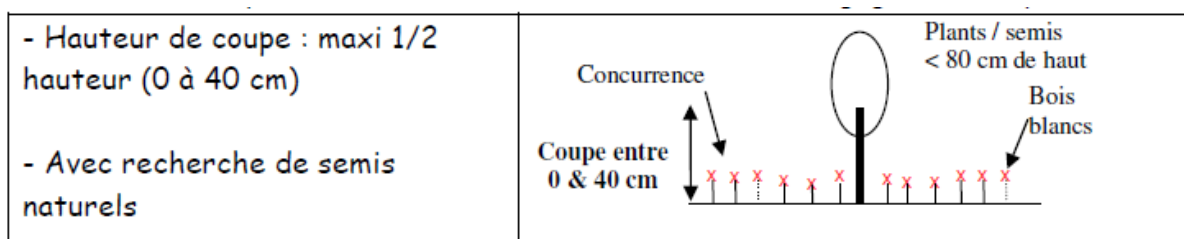
Les prestations réalisées devront par ailleurs respecter les règles des articles suivants, établies par grand type de prestation.

### 5.2. Dégagement de plantation en plein

Les plantations résineuses ou feuillues seront dégagées en plein (toute la surface de la parcelle occupée par la plantation). Les essences « objectif » ainsi que les essences d'accompagnement à conserver seront indiquées dans le bon de commande pour chaque lot, éventuellement accompagné de fiches de consignes spécifiques.

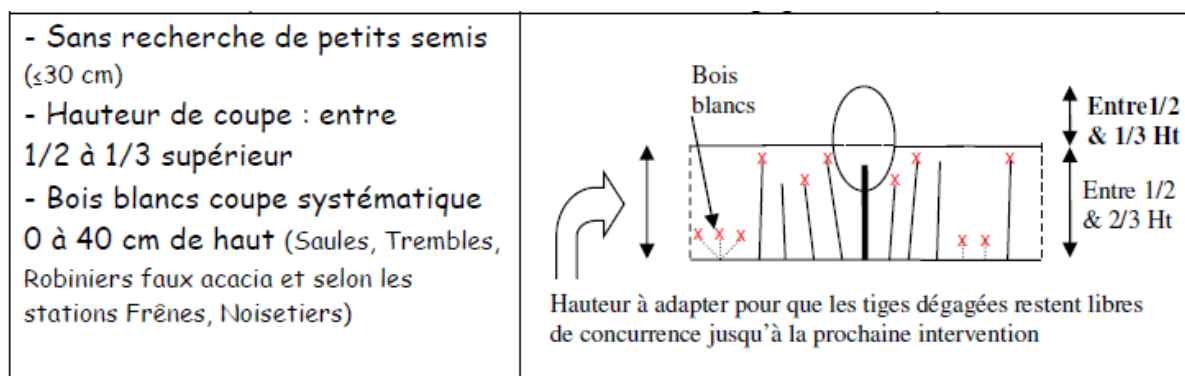
Le travail est demandé « rez-terre » ou hauteur adaptée selon la taille des plants. La nature de la végétation concurrente dominante est précisée dans la fiche de chantier. Certains végétaux ligneux pourront être maintenus sur demande expresse du représentant local de l'ONF responsable du suivi du chantier.

Cas plants de petites tailles :





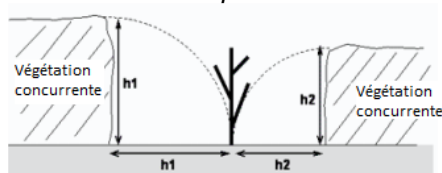
Cas plants >80 cm :



### 5.3. Dégagement de plantation sur ligne

Le travail est demandé « rez-terre » ou hauteur adaptée selon la taille des plants. La nature de la végétation concurrente dominante est précisée dans la fiche de chantier. L'ouvrier chemine à cheval par-dessus la ligne et doit si besoin nettoyer la ligne pour circuler. Chaque plant est dégagé sur un rayon égal à la hauteur de la concurrence et d'au moins 50 cm.

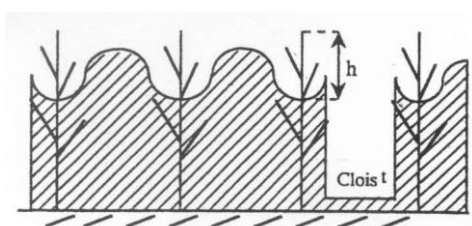
*Cas du dégagement sur la ligne ou localisé autour du plant/semis*



### 5.4. Dégagement manuel de plantation en fourreau ou en cheminée

L'intervention consiste à favoriser les essences plantées en contrôlant le reste de la végétation, sans systématiquement l'éliminer, mais en favorisant son rôle de bourrage, selon le schéma présenté ci-dessous. Le dégagement sera à réaliser uniquement autour des plants, dans un rayon au moins égal à la hauteur de la végétation concurrente.

Les végétaux coupés ne devront pas recouvrir la pousse terminale et la tige principale des plants. Ils devront être déposés dans les cloisonnements ou zones vides en cas d'abondance.



Il s'agit de rabattre la végétation herbacée ou ligneuse autour des plants de telle façon que la hauteur «  $h$  » soit mise en lumière tout en conservant un gainage d'essences d'accompagnement en partie inférieure ; **en aucun cas la « cheminée » ainsi créée ne devra avoir un diamètre inférieur à 0,80 m.**

«  $h$  » étant la règle de sylviculture : 1/3 de dégagement, 2/3 de gainage, soit «  $h$  » = 1/3 de la hauteur de la tige travaillée.

Certains plants sont protégés individuellement : lors du dégagement, l'entreprise devra effectuer un entretien des protections (repositionnement des protections déstabilisées ou couchées), dans le cadre des « conditions de base » prévues



### 5.5. Dégagement manuel de régénérations naturelles (semis et fourrés) feuillues ou résineuses, en plein avec ou sans recherche de petits semis

#### **Dégagement en plein :**

L'intervention consiste à éliminer de façon systématique toute la végétation concurrente.

Semis < 80 cm : la moitié supérieure des semis ou plants est libérée de toute concurrence. La recherche de petits semis est systématique.

- Semis > 80 cm : le tiers supérieur du semis est libéré de toute concurrence  
on ne recherche plus les petits semis, sauf prescriptions particulières chiffrées à part.

Certains végétaux ligneux pourront être maintenus sur demande expresse du représentant local de l'ONF responsable du suivi du chantier.

Les végétaux coupés ne devront pas recouvrir la pousse terminale et la tige principale des jeunes semis/plants. Ils devront être déposés dans les cloisonnements ou zones vides en cas d'abondance.

Le travail sera réalisé en plein ou localisé, par tâches préalablement indiquées par le représentant local de l'ONF responsable du suivi du chantier.

Dans les cas où les parcelles présentent à la fois des zones de régénération naturelles et des zones plantées, la répartition de ces zones sur la parcelle sera préalablement indiquée par le représentant local de l'ONF responsable du suivi du chantier.

### 5.6. Plantation

Les plants et fournitures (bambous, gaines ou piquets) sont fournis à l'ETF par l'unité de production sauf agrafeuses et agrafes.

#### 5.6.1 Préparation des emplacements à la débroussailluse

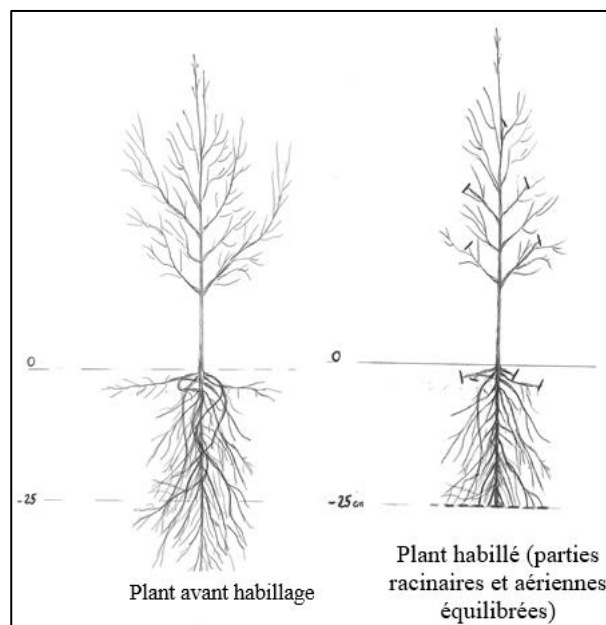
Des placeaux de 60 cm de diamètre au minimum sont préparés par un passage de débroussailluse rez de terre avant la mise en terre des plants.

#### 5.6.2 Habillage des plants à racines nues

L'opération consiste à rafraîchir le système racinaire des plants en coupant l'extrémité des grosses racines principales. L'ONF précisera la longueur minimale du système racinaire après habillage, en fonction de la taille du plant et de son essence, elle ne devra pas être inférieure à 20 cm. On s'efforcera de garder le pivot le plus long possible (20 cm) et de garder au moins 5 cm sous le point de soulèvement.

La coupe sera réalisée plant par plant, au sécateur (lame désinfectée entre chaque lot de plants) et non à la serpe. Elle sera franche et nette et concernera uniquement les grosses racines principales (grosses racines latérales et traçantes) : le chevelu latéral sera gardé intact, sauf s'il risque d'être enroulé sur lui-même à la mise en terre. Le pivot ou les zones de blessure sur des racines principales de section supérieure à 8 mm ne seront rafraîchis qu'en cas de signes de pourriture ou moisissure.

L'habillage s'accompagnera si nécessaire d'une taille d'équilibrage des parties aériennes, consistant à tailler les branches latérales en proportion de la quantité de racines coupées de façon à limiter l'évapotranspiration du plant lors de la première saison de végétation après plantation. Le bourgeon terminal ne devra pas être coupé



### 5.6.3 Mise en terre des plants

Le jalonnement temporaire des lignes de plantation est à la charge de l'entreprise qui utilisera ses propres fournitures, qu'elle récupérera en fin de chantier.

Le trou de plantation sera préalablement décapé sur une surface de 20 cm x 20 cm jusqu'à arriver au sol, afin d'éviter toute plantation dans le broyat (mulch), dans la végétation concurrente ou dans les résidus de coupe. L'entreprise titulaire veillera à enlever la ronce, l'intégralité de la couche herbacée, et la fougère autant que possible.

L'entreprise respectera le schéma de plantation : distance entre lignes, entre plants et distance de retrait par rapport aux bordures (peuplements adultes, chemins...). Les chantiers étant soumis à subventions, le respect strict du schéma de plantation est impératif.

Si des obstacles du type chablis, houppiers, trous, pistes ou souches sont rencontrés sur la ligne de plantation, les plants seront mis en place dans la continuité de la ligne à une distance d'au moins 50 cm après l'obstacle.

Plantations : ouvrir un trou de plantation large et profonde de sorte à pouvoir disposer aussi régulièrement que possible l'ensemble des racines au contact de la terre. Seront prosrites les racines courbées, coudées ou retournées. La tige devra être verticale et résister à une traction modérée. Le collet devra être situé au niveau du sol ou légèrement enterré (1 ou 2 cm max). La terre sera tassée autour du plant, en écartant tout résidu ou silex et en évitant la formation de cuvettes au pied des plants.

Spécificités liées aux plants en conteneur :

Pour éviter de créer une discontinuité entre la motte et le sol en place, le trou de plantation sera suffisamment profond et un tassement du sol sera réalisé à la périphérie de la motte, sans brutalité de façon à ne pas blesser ou casser les racines. Le sommet de la motte sera situé légèrement en dessous du niveau du sol après tassement. La motte sera ensuite recouverte d'une couche de terre de 2 à 5 cm d'épaisseur faiblement tassée. On évitera de réaliser des cuvettes au pied des plants. Le collet des plants devra se situer au niveau du sol.

Dans le cas des plantations à la canne à planter, l'entreprise titulaire veillera à enfoncer le tube dans le sol jusqu'à atteindre une profondeur légèrement supérieure à la dimension de la motte. L'orientation de la canne devra être parfaitement verticale. Après insertion de la motte dans le tube de la canne à planter, un mouvement de rotation sera opéré afin que la terre se dégage des mâchoires de la canne. L'entreprise demeure responsable du stockage et de l'évacuation des caisses et conteneurs.

Intempéries :

Par temps de gel (terre gelée à 5 cm de profondeur), de neige ou de fortes pluies, le chantier sera suspendu, selon les directives de l'ONF.

### 5.6.4 Mise en place des protections

Les protections individuelles seront agrafées sur les tuteurs et bambous. Un repli de l'extrémité supérieure des gaines souples sera demandé.

### 5.7. Liste des critères pouvant être repris dans les bordereaux des prix unitaires :

#### Dégagements

<b>Critères pouvant entraîner la pondération</b>	<b>Descriptions :</b>
Accessibilité du chantier	>500 m depuis route ou chemin carrossable
Espacement entre cloisonnement	Sans cloisonnements ou Entraxe > 12 m
Difficultés liées au terrain (pente)	> 20 % ou relief difficile hors pente (laizines, dolines, affleurements rocheux...)
Vigueur de la végétation	Situation de rattrapage

#### Plantation

<b>Critères pouvant entraîner la pondération</b>	<b>Descriptions :</b>
Accessibilité du chantier	>500 m depuis route ou chemin carrossable
Schéma complexe	Au moins 3 essences en mélange

Difficultés liées au terrain (pente)	> 20 % ou relief difficile hors pente (laizines, dolines, affleurements rocheux...)
--------------------------------------	---

Pour les chantiers qui présentent des difficultés particulières générant un coût supplémentaire de réalisation, la majoration est la suivante :

Un critère de difficulté : + 10%

Deux critères de difficultés : + 20%

Trois Critères de difficultés et plus : + 30%

## **6. DISPOSITIONS CONCERNANT LA SECURITE ET LES MOYENS EN MATERIEL DU TITULAIRE**

### **6.1. Prévention des accidents du travail et des risques professionnels**

Le titulaire veillera au respect des principes généraux de prévention des risques professionnels définis par la loi n° 91-1414 du 31/12/1991 (article L.4121-2 et suivants du Code du Travail).

Il devra également respecter le décret 2016-1678 du 5 décembre 2016 relatif aux règles d'hygiène et de sécurité sur les chantiers forestiers et sylvicoles (compétences, EPI...).

Le titulaire déclarera à la Direccte et à la Mairie les chantiers sylvicoles > 4 ha. Il signalera ces chantiers en plaçant un panneau en bordure du chantier, comportant le nom, la dénomination sociale de l'entreprise et son adresse. (Article L718-9 et R718-27 du code rural et de la pêche maritime)

Par ailleurs, pour des raisons de sécurité, la durée du travail sur le chantier devra respecter la réglementation en vigueur.

### **6.2. Prévention des risques de coactivité**

Dès lors où plusieurs entreprises interviendront simultanément ou successivement, le donneur d'ordre assurera une coopération entre les entreprises intervenantes (y compris s'il y a lieu avec les sous-traitants concernés) de manière que puissent être mis au point d'un commun accord le programme prévisionnel des travaux, les mesures d'organisation du chantier, et les mesures de sécurité spécifiques destinées à prévenir les risques de coactivité. Ces éléments seront annexés à la fiche de chantier.

### **6.3. Signalisation des chantiers**

Le titulaire s'engage à assurer une signalisation appropriée du chantier et à prendre toutes les mesures de sécurité nécessaires à l'égard des personnes et des biens, en conformité avec la réglementation en vigueur et en particulier le décret 2016-1678 du 5 décembre 2016 : panneaux spécifiques sur tous les accès afin d'avertir que l'accès est dangereux et interdit au public. Le cas échéant, la signalétique sur la place de dépôt est également de la responsabilité de l'entreprise qui fera le nécessaire auprès des transporteurs pour qu'ils se chargent de la maintenir en place.

### **6.4. Environnement du chantier**

Lorsque des travaux sont prévus à proximité de routes ouvertes à la circulation publique ou d'installations diverses (lignes aériennes ou souterraines, canalisations d'eau ou de gaz, voies ferrées, bâtiments...), le titulaire doit effectuer à sa charge les démarches réglementaires (déclaration d'intention de commencement de travaux, demande d'autorisation de voirie...), avant d'engager les travaux.

### **6.5. Equipements de travail**

Les équipements de travail, notamment les tronçonneuses et débroussailleuses, les tracteurs et engins divers utilisés sur les chantiers doivent être d'un modèle homologué et équipés de tous les dispositifs de sécurité prévus par la réglementation en vigueur.

### **6.6. Carburants - Lubrifiants**

Le titulaire doit :

- a) en cas d'utilisation de carburants et de lubrifiants, afin d'empêcher les déversements dans le milieu naturel, posséder :
  - du matériel de stockage, de remplissage et de récupération des huiles et hydrocarbures ;

- des produits ou kits absorbants.

Le stockage et la manipulation des hydrocarbures doivent s'effectuer avec un bac de rétention de contenance suffisante au regard de la capacité des conteneurs.

b) utiliser systématiquement, pour les huiles de scies à chaîne (tronçonneuses et abatteuses), les huiles deux temps et les huiles hydrauliques, des lubrifiants biodégradables satisfaisant aux critères et exigences de l'éco-label européen, conformément aux engagements pris par l'ONF dans le cadre de sa politique environnementale.

c) en cas de pollution, prévenir immédiatement à la fois les services préfectoraux compétents, l'autorité municipale et le pouvoir adjudicateur.

#### **6.7. Sanction en cas de non-respect des règles de sécurité**

En cas de non-respect d'une des règles de sécurité précisées ci-dessus ou au cas où la conduite du chantier crée des risques soit pour le titulaire ou ses salariés, soit pour les tiers, l'ONF demandera au titulaire de mettre fin à cette situation dans les plus brefs délais et pourra le cas échéant résilier le contrat.

En cas de situation présentant un danger grave et imminent (ex : fort vent, visibilité réduite...) pour le personnel présent sur le chantier ou pour les tiers, le prestataire est responsable, pendant l'exécution, de la sécurité des chantiers (au sens large) et il doit tout mettre en œuvre pour ce faire, y compris de ne pas réaliser le chantier, en informant simultanément le commanditaire (lieu, date et raisons motivants cette suspension, puis reprise).

#### **6.8. Information quant à l'avancement de la réalisation des chantiers**

Le titulaire devra informer l'émetteur du bon de commande à chaque changement de chantier. Pour les chantiers ayant une durée supérieure à trois jours, un point sur l'avancement devra être fait tous les trois jours.

#### **6.9. Travail les Dimanches et jours Fériés – Travail de Nuit**

Le travail les dimanches et jours fériés et le travail de nuit (de 21 h à 6 h) sont interdits.

### **7. MISE EN CHANTIER - CONTROLE - ADMISSION, RECEPTION**

Le responsable des travaux, dont le nom figure sur le bon de commande, est la seule personne mandatée pour donner des consignes aux prestataires pendant toute la durée du chantier. Il peut également solliciter des commandes complémentaires, qui feront l'objet de nouveaux bons de commande (BDC).

Les prestations sont réalisées sous le contrôle du pouvoir adjudicateur ou de son représentant. A cet effet, les mises en chantier ou visites préalables seront faites obligatoirement avec le responsable travaux.

Le prestataire avisera impérativement ce responsable travaux du commencement du chantier, au maximum 2 jours ouvrés avant le début de celui-ci. Il devra se conformer aux indications fournies en début et en cours de chantier, en particulier aux consignes particulières de la fiche de chantier qui sont jointes au bon de commande.

L'obtention des autorisations d'utilisation des voies d'accès et de travaux sur les terrains privés et publics est assurée par le titulaire.

Le prestataire avisera l'ONF de la date d'achèvement des services au maximum 2 jours ouvrés après la fin de ceux-ci. Le prestataire et le conducteur réceptionnaire des travaux mentionné dans le bon de commande procéderont ensemble aux opérations de réception dans un délai maximum d'une semaine (5 jours ouvrés) après la date d'achèvement.

La réception définitive ne pourra être prononcée que lorsque toutes les réserves éventuelles formulées lors des opérations préalables à la réception auront été levées et que tous les documents conformes à l'exécution des services auront été remis par le titulaire.

Le pouvoir adjudicateur procèdera au règlement du titulaire au vu d'une facture établie sur la base de la réception définitive.

En cas de non-respect des stipulations techniques prévues au contrat ou si la qualité du travail effectué par le titulaire est jugée insuffisante, le pouvoir adjudicateur en informera le titulaire qui doit prendre toutes les mesures pour remédier au problème.

Passé le délai contractuel, sauf en cas d'accord de prolongation de la part du pouvoir adjudicateur, les pénalités prévues seront appliquées, les dommages éventuels subis par le pouvoir adjudicateur du fait de la défaillance du titulaire seront indemnisés par ce dernier et le contrat pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur.

## **8. REMISE EN ETAT**

Les équipements ou les peuplements endommagés ou détruits du fait de l'intervention du titulaire seront remis en état ou remplacés aux frais de celui-ci.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux sont compris dans les délais d'exécution. Tous les déchets devront être évacués du chantier (sacs, sangles, ficelles...) dans une filière autorisée.

En cas de retard, les opérations de remise en état seront faites aux frais du titulaire après mise en demeure par lettre recommandée, avec application d'une pénalité de retard de 80 € (quatre-vingts euros) par jour de retard.

## **9. CONDITIONS GENERALES D'INTERVENTION**

Les travaux effectués dans le cadre de ce marché doivent être réalisés conformément aux dispositions du Cahier National des Prescriptions des Travaux et Services Forestiers (CNPTSF).

Tout dommage causé lors du chantier, y compris à des propriétés riveraines, doit être déclaré sans délai par le titulaire à l'ONF.

De même, si l'ONF constate que les travaux portent atteintes aux peuplements ou aux équipements, le titulaire en est informé dans les meilleurs délais et doit prendre toutes les mesures nécessaires pour remédier au problème.

Si les dégâts constatés menacent l'avenir des peuplements, l'ONF peut ordonner la suspension de tout ou partie des travaux.

En cas de détérioration de certains équipements particulièrement importants pour les usagers ou la protection de la forêt, l'ONF peut demander une remise en état immédiate (rétablissement d'un accès, réparation d'une clôture de protection contre le gibier, rétablissement de l'écoulement des eaux, remise en place de bornes...).

En cas de persistance des problèmes, dûment constatés, le contrat peut être résilié par le pouvoir adjudicateur selon la procédure indiquée aux Clauses Générales d'Achat.

## **10. IMPLANTATION DES SERVICES COMMANDES**

Les limites d'intervention des titulaires pour les prestations commandées ne seront pas matérialisées. En effet, les descriptions de la fiche de chantier sont considérées comme suffisamment précises pour permettre au titulaire de repérer correctement les limites à respecter. Sur demande du titulaire, une reconnaissance préalable avec le représentant du pouvoir adjudicateur permettra de fixer ces limites.

## **11. DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE**

Les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

### **11.1. Accord-cadre**

- L'Acte d'Engagement ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires avec un onglet par lot ;
- Le présent cahier des clauses administratives et techniques particulières (CCATP), dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'ONF, fait seule foi ;
- La fiche de renseignements – mémoire technique ;

- Les Clauses Générales d'Achats des prestations de services forestiers dans sa version 9200-17-DCC-SAM-001– version F – mai 2022. Par extension, ces mêmes clauses s'appliquent également aux prestations réalisées en forêt communale ;
- Le Cahier National des Prescriptions des Travaux et Services Forestiers (CNPTSF). Ce document de référence rassemble l'ensemble des prescriptions s'appliquant aux travaux et services forestiers (hors exploitation des bois) . Par extension, ce cahier s'applique également aux prestations réalisées en forêt communale.
- Les éventuels actes spéciaux de sous-traitance ;

## **11.2. Marché subséquent**

- Les marchés subséquents conclus sur la base de l'accord-cadre,
- Le bordereau de prix unitaires joint aux marchés subséquents,
- Le cas échéant, le mémoire technique.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

## **12. CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE**

### **12.1. Exécution par émission de bons de commande**

#### **12.1.1. Passation des commandes**

Les commandes de prestations de services sylvicoles sont faites au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commandes émis après acceptation des propositions de commande validées par le titulaire, dans les conditions prévues à l'article 3-1 des clauses générales d'achat de prestations de services sylvicoles en forêt publique.

Pour proposer une commande, la personne en charge de l'exécution du présent marché ou son représentant contacte le titulaire par téléphone pour connaître sa disponibilité. Le résultat de l'échange est ensuite tracé par un courriel de confirmation.

Si, dans un délai de 48 heures à compter de la date d'envoi du bon de commande au titulaire, l'ONF n'a pas reçu de réserve de ce dernier, l'ONF considèrera l'acceptation de la commande par l'ETF.

En cas d'indisponibilité du titulaire, l'ONF tracera par écrit l'indisponibilité de l'ETF et fera réaliser les prestations par une autre entreprise.

Les commandes peuvent être émises jusqu'au dernier jour de l'accord-cadre. Les commandes émises en fin de contrat pourront voir leur exécution se prolonger au-delà de la date d'expiration de l'accord-cadre. Dans ce cas, la durée d'exécution maximale des propositions de commande sera de 2 mois.

L'envoi des bons de commande se fera à l'adresse de messagerie électronique indiquée par le titulaire dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre. Dès lors, en cas de changement d'adresse de messagerie électronique le titulaire devra impérativement notifier ce changement au représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de sept jours calendaires avant effet, par courriel avec accusé de réception. Le pouvoir adjudicateur ne pourra pas être tenu responsable d'un problème dans l'adresse de messagerie électronique du titulaire.

#### **12.1.2. Modification d'un bon de commande**

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut modifier les prestations objet du bon de commande correspondant. L'ONF émet alors un bon de commande rectificatif. Le bon de commande rectificatif fait apparaître le nouveau délai de réalisation de la prestation modifiée. Les modalités d'indemnisations suivantes s'appliquent :

- Si un litige imputable au titulaire est à l'origine de la modification, les frais en découlant sont à la charge du titulaire.
- Si la modification est à l'initiative de l'ONF, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leurs utilités. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles



il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La modification d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

#### **12.1.3. Suspension d'un bon de commande**

Les modalités de suspension d'un bon de commande sont régies par les dispositions de l'article 9.2. des CGA.

#### **12.1.4. Résiliation d'un bon de commande**

Les modalités d'interruption d'un bon de commande sont régies par les dispositions de l'article 11 des CGA.

### **12.2. Exécution par remise en concurrence des titulaires**

#### **12.2.1. Dispositions générales relatives aux marchés subséquents**

Les marchés subséquents sont attribués pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Cette exécution par remise en concurrence des titulaires est mise en œuvre dans les cas visés aux articles 3.4.1 et 3.4.2 ci-dessus.

#### **12.2.2. Termes non couverts par l'accord-cadre**

Les éléments de l'accord-cadre pouvant être précisés par les marchés subséquents sont le prix des prestations, et/ou le délai de réalisation et/ou des précisions techniques.

#### **12.2.3. Forme des marchés subséquents**

Les marchés subséquents pourront au choix être ponctuels ou à bons de commande.

#### **12.2.4. Durée - délais d'exécution des marchés subséquents**

##### **a) Durée des marchés subséquents**

La durée de chaque marché subséquent sera indiquée dans le marché subséquent concerné. À défaut d'indication, sa durée sera équivalente à son délai d'exécution.

##### **b) Délai d'exécution des marchés subséquents**

Si le marché subséquent correspond à une commande ponctuelle, le délai d'exécution indiqué dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre subséquent court à compter de la notification ce dernier.

Si le marché subséquent correspond à un marché à bons de commande, le délai d'exécution sera précisé dans chaque bon de commande émis.

##### **c) Prolongation du délai d'exécution des marchés subséquents**

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution.

#### **12.2.5. Modalités de conclusion des marchés subséquents**

##### **a) Engagement de la consultation**

Le pouvoir adjudicateur consultera tous les titulaires du lot considéré de l'accord-cadre via la plateforme de dématérialisation PLACE.

Le pouvoir adjudicateur enverra à chaque titulaire un dossier de consultation correspondant au cahier des charges du marché subséquent, identifiant le besoin ainsi que les modalités particulières d'exécution du marché subséquent, et les invitera à remettre une offre, dans le respect des clauses et conditions incluses dans le présent accord-cadre et celles particulières à chaque marché subséquent, dans un délai qui ne pourra pas être inférieur à sept jours calendaires, sauf cas d'urgence.

Cet envoi se fera à l'adresse de messagerie électronique indiquée par le titulaire dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre.



En cas de changement d'adresse de messagerie électronique le titulaire devra impérativement notifier ce changement au représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de sept jours calendaires avant effet, par courriel avec accusé de réception.

Le pouvoir adjudicateur ne pourra pas être tenu responsable d'un problème dans l'adresse de messagerie électronique du titulaire.

#### **b) Critères d'attribution des marchés subséquents**

Les critères pour l'attribution des marchés subséquents sont le prix des prestations, et/ou le délai de réalisation et/ou des critères techniques. Les offres seront classées par ordre décroissant et l'offre la mieux classée sera retenue.

#### **c) Formalisme et attribution des marchés subséquents**

Chaque marché subséquent sera matérialisé par un acte d'engagement et l'offre financière du titulaire, notifiés par le pouvoir adjudicateur. Seuls les marchés subséquents, signés par le pouvoir adjudicateur et régulièrement notifiés, devront être honorés par le titulaire.

##### **12.2.6. Modifications des marchés subséquents**

Un marché subséquent peut être modifié ou annulé sur demande de l'ONF, totalement ou partiellement, par tout moyen permettant d'attester la date de réception, dans les conditions suivantes :

- Si un litige imputable au titulaire, est à l'origine de la modification ou de l'annulation. Les frais en découlant sont à la charge du titulaire.
- Si la modification ou l'annulation est à l'initiative de l'ONF, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF. Le titulaire doit justifier de la réalité de ces frais. Il remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La modification ou l'annulation d'un marché subséquent n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

#### **12.3. Sollicitation exceptionnelle**

Dans l'hypothèse où le(s) titulaire(s) d'un lot d'un marché de l'ONF BFC n'est (ne sont) pas disponible(s) et en mesure de satisfaire une commande de l'ONF, ou en cas de besoin ponctuel de renfort, le titulaire du présent marché peut se voir confier des chantiers dans un autre périmètre géographique de la direction territoriale de Bourgogne-Franche-Comté.

Le titulaire reste libre d'accepter ou de refuser cette commande. S'il y a un impact sur le prix, celui-ci sera fixé par marché subséquent.

#### **12.4. Modalités de réception des prestations**

Les opérations de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet seront réalisées conformément aux dispositions prévues à l'article 5 des clauses générales d'achat.

#### **12.5. Evaluation des chantiers**

Durant l'exécution de ce marché, une évaluation de la qualité de chaque chantier sera effectuée, dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue entre l'ONF et ses cocontractants. Cette évaluation sera également utilisée en tant que sous-critère de notation de la valeur technique pour les prochaines consultations.

Après chaque chantier, l'ONF évaluera la prestation du titulaire selon les quatre critères suivants :

- Conformité au cahier des charges
- Respect délai exécution
- Respect prescriptions fixées au CNPTSF
- Respect réglementation fiscale et sociale

L'évaluation faite sera communiquée au titulaire sur simple demande.

## **12.6. Huiles biodégradables - contrôles**

Durant l'exécution de ce marché, des analyses d'huiles peuvent être faites par le pouvoir adjudicateur ou son représentant afin de vérifier les informations inscrites au sein du mémoire technique.

En cas de déclaration inexacte, le pouvoir adjudicateur pourra prendre les sanctions nécessaires qui vont de l'arrêt du chantier dans l'attente de la mise en conformité, la suspension temporaire du marché (de 1 à 12 mois), à la résiliation du marché.

En cas de déclaration inexacte, le coût de l'analyse sera déduit du montant dû par le pouvoir adjudicateur au titulaire.

## **13. PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT**

### **13.1. Unité monétaire**

L'unité monétaire de l'accord-cadre est l'euro.

### **13.2. Forme et contenu des prix**

#### **13.2.1. Nature des prix**

Le présent marché est traité à prix unitaires.

Les prix sont fixés au Bordereau des Prix Unitaires, annexe de l'Acte d'Engagement de l'accord-cadre ou, le cas échéant dans le Bordereau des Prix Unitaires du marché subséquent.

Le prix de règlement de chaque commande est déterminé en affectant aux quantités constatées :

- Les prix unitaires indiqués au BPU auxquels s'appliquent une possible majoration ;
- Ou le cas échéant les prix unitaires indiqués au marché subséquent

#### **13.2.2. Contenu des prix**

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les prix sont unitaires et réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations prévues dans le présent marché.

### **13.3. Variation dans les prix**

Les prix sont révisables dans les conditions prévues à l'article 2-2 des clauses générales d'achat de services forestiers en forêt domaniale.

### **13.4. Modalités essentielles de paiement**

#### **13.4.1. Avance**

Une avance pourra être accordée à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 6.2 des Clauses générales d'achat de services forestiers.

#### **13.4.2. Acomptes**

Des acomptes pourront être versés conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-23, à partir d'un mois suivant le démarrage des prestations et dans les conditions prévues à l'article 6.2 des Clauses générales d'achat de services forestiers.

Le montant de l'acompte n'excèdera jamais la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.  
Le solde de l'accord-cadre sera versé après une complète exécution de la prestation.

Le montant de l'acompte ou du solde est diminué, s'il y a lieu, des sommes dont le titulaire peut être débiteur envers l'ONF au titre de l'accord-cadre, notamment du montant des pénalités.

Les acomptes seront présentés dans les conditions fixées à l'article relatif à la facturation ci-dessous.

#### **13.4.3. Facturation**

Les demandes de paiement seront envoyées de façon impersonnelle à l'ONF de façon dématérialisée dans les conditions précisées ci-après.

Les factures comportent les informations suivantes :

- Le nom et l'adresse du titulaire ;
- Le numéro de consultation : 2025-8400-009 ;
- Les références du bon de commande afférent : (n° en 45xxx ou en 47xxxx indiqué sur le bon de commande) ;
- Le nom du service destinataire ;
- Le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- La ou les dates de réalisation des prestations
- Les prix HT, TTC et la TVA ;
- Les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- La date d'établissement de la facture ;

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront rejetées par l'ONF.

#### **13.4.4. Transmission des factures**

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro de l'accord-cadre : 2025-8400-009
- Numéro d'engagement juridique :  
Bon de commande créé dans SAP et signé par l'ONF sous format 4500XXXX ou 47XXXX
- Numéro d'identification :  
Le SIRET de la DT de l'ONF : 662043116003798
- Numéro de service exécutant :  
Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

#### **13.4.5. Paiement des sous-traitants**

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € T.T.C, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Pour le sous-traitant, le titulaire de l'accord-cadre joint une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler directement à chaque sous-traitant concerné ou motive le refus de paiement. Ce montant tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

#### **13.4.6. Délai global de paiement**

Le paiement des sommes dues au titulaire de l'accord-cadre sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 40 jours maximum.

Ce délai court à compter de la date de réception de la facture (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de 1er rang).

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- Si le titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- Si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- Si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCATP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

#### **13.4.7. Nantissement ou cession de créance**

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

### **14. PENALITES**

Toute violation des clauses du présent marché pourra être sanctionnée dans le cadre des dispositions prévues à l'article 8 des Clauses Générales d'Achat de prestations de services forestiers en forêt domaniale.

#### **14.1. Modalités de mise en œuvre**

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenues sur les factures suivantes.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution de l'accord-cadre.

#### **14.2. Retard imputable à l'ONF**

Lorsque le retard dans l'exécution est imputable à l'ONF, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard n'entraînant aucune pénalité pour le titulaire.

#### **14.3. Délai d'exécution**

En cas d'intempéries, le titulaire aura la charge d'avertir le pouvoir adjudicateur qui produira un ordre de service de suspension des travaux.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de suspendre les travaux s'il considère que les conditions climatiques ne sont pas conciliables avec une bonne qualité des travaux. Il peut également interdire temporairement les travaux lorsque la sécurité des personnes, la préservation des peuplements ou des équipements ne sont plus correctement assurées.

Une prorogation de délai d'exécution peut alors être accordée au titulaire. Un ordre de service définira la date de reprise des travaux.

Si du fait du titulaire, les travaux ne sont pas terminés à la date d'expiration du délai contractuel d'exécution (délai éventuellement prorogé), des pénalités de retard peuvent être imputées au titulaire (article 8-1-1 des CGA). Le délai de réalisation contractuel sera celui indiqué lors de la commande.

Les jours ouvrables sont seuls décomptés comme jours de retard, sauf dans l'hypothèse où, pour des raisons d'urgence impérieuse, le travail du dimanche et des jours fériés aurait été autorisé.

#### **14.4. Eviction temporaire d'un titulaire**

L'ONF se réserve la possibilité, sans indemnité, d'évincer durant 12 mois au maximum l'un des titulaires de l'accord-cadre qui manquerait à ses obligations et engagements notamment à la 2ème exécution défaillante (non-respect des délais du marché, défauts qualitatifs, quantitatifs, non-respect du code du travail, de la lutte contre le travail dissimulé, notamment).

Dans ce cas, l'éviction n'est pas précédée d'une mise en demeure, s'agissant d'une violation caractérisée de son engagement par le titulaire.

Sans préjudice de ces dispositions, les parties sont tenues d'une obligation d'information réciproque quant aux événements de toutes natures susceptibles de retarder l'exécution des prestations. Elles se concertent sur les moyens à mettre en œuvre pour limiter le retard ou recaler les plannings initialement définis.

### **15. DROIT, LANGUE**

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCATP seront réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté. En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

### **16. ASSURANCE**

Le titulaire de l'accord-cadre doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeurera en cours de validité pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés au personnel de l'ONF ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant à l'ONF ou à des tiers à l'occasion des prestations, objet de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à souscrire une assurance suffisante et doit produire à toute demande de l'ONF une attestation mise à jour de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

### **17. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL**

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

#### **17.1. Travailleurs étrangers**

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

### **17.2. Travail clandestin**

Le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution de l'accord-cadre, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du code du travail relatifs au travail clandestin.

Les dispositions du présent article s'appliquent en cas de sous-traitance.

### **17.3. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes**

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront conformes à la réglementation en vigueur.

### **17.4. Pièces et attestations à fournir**

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : [www.actradis.fr](http://www.actradis.fr)